

COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe

Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

SAMEDI 10 AVRIL 1976

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE — PARAIT MERCREDI ET SAMEDI PRIX : 0.30 F

Éditorial martinique

POURQUOI NE PAS
LUTTER TOUS
ENSEMBLE ?

Le mécontentement des travailleurs s'accroît en Martinique. C'est ainsi qu'à ceux du bâtiment viennent s'ajouter les postiers en grève. Ceux-ci ont les mêmes raisons de se battre que les travailleurs du bâtiment et que les travailleurs des hôpitaux qui eux ont fait grève il y a quelques semaines.

A cela vient s'ajouter le mécontentement des employés de l'hôpital psychiatrique.

Pour tous ces travailleurs les revendications sont les mêmes = elles ont trait à la garantie de l'emploi. De nombreux travailleurs dans tous les secteurs, sont inquiets pour leur emploi. Et dans la période de crise que nous traversons, où le chômage ne cesse d'augmenter, ils ont raison de se sentir menacés.

Le gouvernement a beau multiplier les déclarations rassurantes et parler de reprise économique, la réalité est là et vécue par les travailleurs directement. Elle est fort différente des descriptions officielles. Les menaces de licenciement se multiplient dans le bâtiment, dans les services publics des milliers d'auxiliaires attendent, parfois depuis de nombreuses années, une titularisation qui ne vient pas. Cette situation rend très précaire les emplois occupés par ces auxiliaires. A la moindre diminution de crédits budgétaires, ils risquent de se voir jeter à la rue.

C'est contre cette situation, contre ces menaces, que le mécontentement grandit. Mais pour qu'il soit suivi d'action efficace, il faut que les organisations ouvrières lui donnent une perspective.

Seule, une perspective qui permet d'unifier toutes les luttes, d'y entraîner des secteurs nouveaux qui eux aussi ont les mêmes revendications, pourra conduire à un puissant mouvement social devant lequel patrons et gouvernement ne pourront que céder.

Lorsque le mécontentement des travailleurs atteint un tel degré, il faut envisager une lutte d'ensemble sur des revendications qui sont celles de toute la classe ouvrière.

Face aux menaces de licenciements et au chômage ; interdiction de tout licenciement - répartition du travail entre tous. - Face à la hausse des prix, échelle mobile des salaires.

POINTE A PITRE

REORGANISATION DES TRANSPORTS URBAINS: cela est possible sans léser les petits entrepreneurs

La réunion qui a eu lieu dans la matinée du 8 avril entre le conseil municipal de Pointe-à-Pitre et les représentants des transporteurs de la Grande Terre, n'a pas permis de solutionner le problème soulevé par les modifications portées aux parcours des cars dans Pointe-à-Pitre.

Les transporteurs sont en grève depuis mercredi et ont déjà distribué des tracts d'explication à la population et manifesté dans les rues de Pointe-à-Pitre.

Ils voudraient ainsi obliger la municipalité à revenir sur l'arrêté pris en accord avec les services préfectoraux. Cet arrêté interdit la circulation des transports en commun à l'intérieur de la ville. Pour cela il les oblige à emprunter des voies de dégagement soit par la Rode et la route de Besson, soit par la route passant devant le lycée de Baimbridge.

A première vue pourtant, de telles mesures ont été prises dans un souci de décongestionner un peu la ville, qui, à certaines heures, connaît régulièrement de gigantesques embouteillages.

Néanmoins, elles ont provoqué un vif mécontentement tant chez les transporteurs que chez les usagers.

Les transporteurs se plaignent du manque d'esprit de concertation de la municipalité pointoise qui a pris ces mesures de façon autoritaire, sans trop se soucier de leurs points de vue. Ils craignent en particulier que le monopole de la circulation interurbaine soit attribué à des sociétés de transport comme la TAG. Les usagers,

eux, sont mécontents car ils ne peuvent plus se déplacer rapidement sur la route de Vieux-Bourg-Abymes. Or de nombreux travailleurs et des ménagères doivent passer par cette route centrale pour leurs activités quotidiennes.

Il est évident, depuis que Pointe-à-Pitre et ses faubourgs proches se sont développés d'une façon importante, qu'un véritable transport interurbain soit être organisé. Mais il n'est pas normal que l'organisation des transports actuelle, même si elle est défectueuse, soit supprimée du jour au lendemain, sans qu'il ait été créé des possibilités nouvelles de transport urbain.

Il est probable que si la municipalité avait étudié ce problème avec les transporteurs, leur avait proposé l'exploitation régulière de certaines lignes urbaines, les transporteurs des communes n'auraient pas pu refuser une réorganisation de leurs lignes dans la région pointoise. Cela, même si ces modifications dérangeaient quelque peu leurs habitudes pendant un certain temps.

Dans une affaire qui concerne tant de parties, si la municipalité avait daigné consulter les usagers et les transporteurs, ceux-ci n'en seraient pas venus à faire grève. Il faudra néanmoins que les transporteurs comprennent qu'il va dans l'intérêt de tous que la circulation soit réellement organisée dans Pointe-à-Pitre et aux alentours de la ville.

A MARIE GALANTE
LES PETITS PLANTEURS
EN LUTTE!

Les petits planteurs de Marie-Galante sont toujours en grève. Après l'accord signé il y a quelques temps en Guadeloupe, ils ne s'étaient pas estimés satisfaits et avaient continué la lutte au sein de leur

SUITE P. 2

martinique
lire en page 2
LA GREVE DES POMPISTES

France

L'AGITATION ETUDIANTE SE POURSUIT

Avec la rentrée des vacances de Pâques en France, l'agitation étudiante a repris de plus belle. 16 universités sont fermées à Paris, et 19 ne travaillent pas non plus en province. Les étudiants refusent donc de reprendre les cours et manifestent dans les rues, notamment à Paris. De leur côté les lycéens qui jusqu'à jeudi s'étaient tenus à l'écart de ces manifestations ne vont probablement pas tarder à rentrer dans l'action. L'une des organisations de lycéens (l'UNCAL) vient en effet de les appeler à reprendre le combat contre la réforme Haby.

SUITE PAGE 2

CHINE: des remous pour une succession!

Des centaines de milliers de chinois ont manifesté hier sur la place Tien-An-Men au centre de Pékin. Il s'agissait là de manifestations officielles organisées par le gouvernement chinois. Elles accompagnaient pratiquement la décision de nommer un nouveau premier ministre en remplacement de Chou-en-Laï mort depuis deux mois.

Le successeur de Chou en Laï, Hua Kao Peng, a été nommé parait-il directement par Mao Tsé Toung. Celui-ci aurait pris cette décision par dessus la tête de tous les organismes dirigeants de l'état et du parti communiste chinois. Cette nomination consacre donc l'élimination de Ten Tsio Ping.

Cette décision venant après les manifestations houleuses du lundi 5/3, sont sans doute la preuve que ces manifestations pouvaient, bien au-delà de l'hommage rendu à Chou en Laï, être interprétés comme un combat d'arrière-garde des partisans de l'ancien vice-premier ministre Teng Tsiao Ping. On se rappelle en effet que depuis la mort de Chou, se déroulait une lutte pour éliminer Teng Tsiao Ping. C'est aujourd'hui chose officiellement faite.

Mais par delà l'épisode qui a trait à cette élimination de Teng Tsiao Ping, il y a un problème posé, celui de la succession de Mao Tsé Toung. Il est de plus en

plus évident qu'il s'agira, vu son grand âge, de le remplacer du jour au lendemain. La course est donc engagée entre les divers successeurs possibles.

Cela n'a rien d'étonnant pour ce type de régime où c'est un homme qui concentre en ses mains la réalité du pouvoir. Et le pire, c'est que cet homme ne peut même pas se désigner lui-même un successeur qui commencerait, de son vivant, à exercer le pouvoir. Tant qu'il est en vie, Mao Tsé Toung représente le pouvoir et prend les décisions importantes comme il vient encore de le faire en nommant tout seul le nouveau premier ministre. Cela montre bien s'il en est encore besoin, que le régime chinois est loin d'être démocratique, et encore moins d'être celui de la classe ouvrière. L'appareil d'état créé en Chine, le fut au cours de luttes menées par une armée s'appuyant essentiellement sur les classes petites-bourgeoises des villes et des campagnes, contre le gouvernement de Tchang Kaï Chek.

Bien que bénéficiant d'un large soutien populaire, l'état de Mao Tsé Toung, échappe en fait au contrôle populaire. Les seuls organismes qui décident de la politique de la Chine sont les organismes dirigeants de parti et de l'armée.

C'est bien des rapports qui s'établiront entre ces derniers, que dépendra, en définitive, la succession de Mao Tsé Toung.

CINEMA

"IL PLEUT SUR SANTIAGO"

Ce film retrace les derniers moments du gouvernement ALLENDE au Chili. On y voit donc la préparation de la phase finale et l'exécution du coup d'état qui mit fin à ce qu'on voulait voir comme une expérience de passage au socialisme par la voie pacifique.

Le film est très nettement allendiste et son auteur manifestement y croyait et ne se plaint finalement que du manque de loyauté de l'armée qui ne respecte pas la légalité. Il n'y a pas un mot ou une image qui soient une critique de ces dirigeants de l'unité populaire qui, finalement, sont responsables d'avoir enchaîné les travailleurs à une illusion qui va se retourner contre eux. Car si ces dirigeants sont très convaincants vis à vis des masses populaires pour leur inculquer le respect de cette légalité, ils sont bien incapables de la faire respecter par l'armée. Et celle-ci, lorsqu'elle jugera le moment opportun, renversera sans mal, un régime que rien, sinon cette croyance dans la légalité bourgeoise, ne protégeait.

Le film a le mérite de nous présenter le milieu allendiste. On y voit des gens qui s'avouent battus d'avance et n'envisagent même pas de se défendre et d'appeler les travailleurs à défendre ce qu'ils considèrent eux-mêmes comme le gouvernement légal. Oh certes, ils ont le geste de mourir bravement. Mais précisément leur sacrifice n'aurait pu prendre une valeur que dans la mesure où il était lié au combat de tous les travail-

leurs. On voit donc les gens qui ont fait que cela change et qui ont fait que leur part des bénéfices des usines, mais ne font rien pour s'y opposer. Le sentiment qui anime tout au long du film est celui de l'impuissance de ceux qui veulent que cela change.

MARTINIQUE STATIONS-SERVICE... GRÈVE ILLIMITÉE

Depuis mardi, les gérants de station-service de la Martinique sont en grève illimitée. Ils réclament notamment l'alignement de leurs marges bénéficiaires sur celles fixées en Guadeloupe, et s'opposent à l'augmentation des loyers de station Texaco qui, disent-ils risquent de s'étendre à toutes les sociétés.

Les gérants déclarent aussi avoir de plus en plus de difficultés en raison de la concurrence de la société ELF, nouvellement installée aux Antilles.

Une première grève avait été organisée avant les élections cantonales. Des promesses avaient été faites par le préfet. N'obtenant toujours rien, les gérants de station-service se sont décidés à relancer le mouvement.

Au ministère de finances de régler ce problème en donnant satisfaction aux gérants. C'est à lui que les usagers devront s'en prendre.

MARIE-GALANTE

(suite)

syndicat CGT. Ils réclament 14% d'augmentation du prix de la tonne de canne, la prise en charge des transports par l'usine, la suppression du prélèvement d'office des cotisations syndicales en faveur de l'USPC.

Jusqu'à ces derniers jours, l'usine ne voulait rien céder, prétextant des difficultés financières. Et, Etzol, maire conseiller général, mais aussi administrateur de l'usine, n'a pas manqué de le souligner à plusieurs reprises, montrant bien par là que les intérêts financiers de l'entreprise passaient pour lui, avant ceux des petits paysans.

Après les manifestations et les meetings des petits planteurs, et, face à leur grande détermination, l'usine s'est décidée à négocier sur des meilleures bases. Un accord pourrait donc être signé incessamment. On parle déjà de la reprise pour lundi. Nous ne savons pas encore exactement ce que l'usine est décidée à accorder, mais il est certain déjà, que par leur lutte, les petits planteurs de Marie-Galante obtiendront des avantages non négligeables.

FRANCE

L'AGITATION ETUDIANTE...

(suite)

Les étudiants protestent ainsi contre la réforme de l'université proposée par Mme Alice Saunier-Seïté, secrétaire d'état aux universités. Ils y voient une volonté délibérée des pouvoirs publics de placer l'université sous l'égide du patronat et de permettre à ce dernier d'avoir un droit de contrôle sur le contenu des diplômes. A l'origine de cette réforme il y a l'idée que l'université fabrique trop de diplômés qui ne trouvent pas d'emplois faute de posséder des connaissances directement utilisables dans l'entreprise. Donc pour mieux adapter la formation universitaire aux exigences économiques, le gouvernement projette de modifier, et la durée, et le contenu des études. Certaines disciplines jugées inutiles ou "subversives" seront supprimées. C'est le cas des disciplines littéraires ou philosophiques. Par cette réforme, c'est au droit à la culture que le capitalisme s'en prend, en limitant les universités à la simple fonction de former une main d'oeuvre taillable et corvéable à merci par le capital, et en instaurant une sélection encore plus grande à l'accès aux universités. Les étudiants et les lycéens ont donc manifesté leur mécontentement et ont manifesté publiquement leur mécontentement. En agissant de la sorte ils ne se battent pas seulement pour des intérêts corporatistes mais également pour le droit à tous d'accéder à la culture.

DIRECTEUR DE PUBLICATION : M.E.ZOZOR
COMMISSION PARITAIRE N° 51728
RONEO DU JOURNAL : POINTE A PITRE
CORRESPONDANT: G. BEAUJOUR
2ème SUPPLEMENT AU MENSUEL N° 60